



Pas facile de changer les règles du jeu mondial. A coup de pétitions et de télévisions, les organisations non gouvernementales savent certes mobiliser les foules. Encore faut-il convaincre les décideurs. Et à l'art du lobbying, les ONG peuvent encore manquer d'envergure...

**A**u siège de Greenpeace France, ce mardi, le militantisme associatif prend de la hauteur. Une bénévoles gonfle un ballon jaune; elle le tend à un collègue chargé de le nouer; un volontaire y fixe une carte. Rapidement le plafond se couvre d'une nuée d'aérostats d'où pendent autant de lettres ouvertes: « Le ballon auquel est attachée cette carte a été lâché par l'association écologiste Greenpeace mardi 20 mai devant l'Assemblée nationale à Paris au moment où les députés s'apprêtaient à voter une loi qui légalise la contamination de l'agriculture française par les OGM. Comme ce ballon, porté par le vent sur des dizaines de kilomètres, le pollen des plantes OGM ne se soucie pas des "distances de protection" et des lois créées par l'homme. Sa dissémination est inévitable. » Le lendemain, le lecteur de *Metro* pourra admirer la photo des ballons s'envolant dans le ciel parisien. Et le passant de Meaux ou de Corbeil-Essonnes détachera, peut-être, la carte d'un de ces ballons dégonflés pour l'expé- ♦♦♦

”

## La pétition, un outil clé de mobilisation militante.



© Greenpeace / Pierre Glibris

Ci-dessus :  
Lâcher de ballons de l'association Greenpeace devant l'Assemblée nationale à Paris au moment du vote de la loi sur les OGM, en mai. Les ballons figurent le pollen des plantes OGM dont « la dissémination est inévitable ».

A droite :  
Un volontaire d'Amnesty International faisant signer une pétition.

◆◆◆ hier, comme demandé, à l'Élysée, afin de marquer sa réprobation. Et après ? Le 22 mai, la loi sur les OGM sera définitivement adoptée.

### Mobilisations

Les ONG excellerait-elles d'abord à faire du bruit ? Assurément, les associations à vocation internationale savent se faire entendre des citoyens. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle déjà, les opposants à la traite des esclaves parvenaient à fédérer des centaines de milliers de Britanniques en recourant à une technique simple : la pétition. Et depuis près de 50 ans, Amnesty international continue de faire avancer les droits humains à coups de stylos et de timbres... Mais la pétition est-elle encore efficace ? Selon Stephan Oberreit, directeur général de la section française d'Amnesty, elle reste « un outil clé de mobilisation militante » : « La pétition est déjà la reconnaissance d'un problème. Elle permet de refuser l'oubli, en créant de l'échange, du discours. Après, bien sûr, la réception des courriers, des fax, des méls, peut avoir un impact sur leurs destinataires. » Chaque année, Amnesty international engage ainsi quelque 200 actions urgentes en faveur d'individus menacés : « L'évolution est favorable dans près de 40 % des cas – même s'il est difficile d'évaluer l'impact précis de la pétition. »

Avec Internet, les ONG ont trouvé un démultiplicateur inespéré pour ces mobilisations. En 2000, la campagne mondiale pour l'annulation de la dette du Tiers-monde a ainsi réuni près de 25 millions de pétitionnaires à travers la planète... De quoi impressionner. Cependant Internet peut du même coup élever la barre pour les champions des pétitions : 1 000 clics pour une cause valent-ils encore grand-chose ? Certaines ONG y trouvent au moins un intérêt : constituer un fichier de donateurs potentiels. De quoi améliorer leur force de conviction...

La mobilisation citoyenne s'effectue aussi dans la rue, de minutes de silence en manifestations de masse. En 10 ans, le festival Solidays à Paris a ainsi permis de ◆◆◆





Statistiques

## 2,67 milliards d'euros

C'est le montant des dons aux associations et aux organisations religieuses françaises en 2006, d'après le CerPhi (Centre d'étude et de recherche sur la philanthropie). Une déception, puisque la collecte atteignait 2,78 milliards en 2005 : deux ans après le tsunami, la générosité est donc en ressac en France.

## 147,2 millions d'euros

Avec de telles ressources, Médecins sans frontières reste la première ONG de France en 2006 ; 80 % de ce montant (soit 117,3 millions d'euros) provient de la recherche de fonds (contributions des sections étrangères, dons des particuliers, etc.). Cette portion des ressources atteignait 109,6 millions d'euros en 2005.

## 153,8 milliards d'euros

Le chiffre d'affaires du groupe Total connaît une progression très juteuse en 2006 : il n'était « que » de 137,6 milliards en 2005. Effectivement, cela n'a aucun rapport avec les ressources des ONG...

”

**Pour trouver l'appui des foules, les ONG savent faire appel à un intermédiaire de poids : les médias de masse.**

◆◆◆ rassembler près d'un million de spectateurs – et de sensibiliser autant de citoyens à la lutte contre le sida. Attirant toujours plus de militants et de curieux, les Gay Pride parviennent aussi à faire avancer l'égalité des droits pour les homosexuels. Mais toutes les causes ne fédèrent pas. « *En France, la manifestation est vue comme un sport national*, observe Fabrice Ferrier, responsable des programmes internationaux à Coordination sud. *Mais curieusement, les grandes mobilisations populaires sur des enjeux internationaux se font très rares – d'autant plus que les thèmes sont loin des considérations matérielles des Français. On peut mettre des milliers de personnes dans la rue sur la question des retraites, mais pas pour la défense de droits fondamentaux à l'autre bout du monde...* »

### Relations avec les médias

Mais pour trouver l'appui des foules, les ONG savent faire appel à un intermédiaire de poids : les médias de masse. Bernard Kouchner et Médecins sans frontières (MSF) ont sans doute été les premiers à user de la télévision. Révoltés par les silences de la Croix-Rouge lors de la Seconde Guerre mondiale, les *French doctors* ont souhaité « *mettre sur pied un groupe d'intervention médicale d'urgence dont la fonction serait également d'alerter l'opinion* », comme le résume Rony Brauman [1]. Depuis, MSF n'a cessé de partager ses révoltes par caméras interposées, avec le succès que l'on sait. Les activistes de Greenpeace ont découvert le porte-voix télévisuel presque à la même époque. « *Les quakers s'opposaient physiquement aux essais nucléaires en Alaska bien avant nous*, raconte Pascal Husting, le directeur général de l'association en France. *En 1971, à la différence des quakers, Greenpeace a apporté dans son*



© David Virtualis / Intermon Oxfam

bateau une caméra, et deux journalistes.» Les essais atmosphériques américains ont été interrompus l'année suivante.

Désormais bien des associations sont expertes des relations avec la presse. Télévisions et radios recherchent de l'information et de l'émotion ? Les ONG peuvent les leur fournir, clés en main. Rapports d'activité, dossiers de presse, témoignages de victimes, livrent le contenu aux médias ; larmes de stars, activisme de rue, reportages de terrain, leur offrent les images et le son. Les journalistes apprécient. Et les ONG peuvent du même coup convaincre les citoyens par millions. « Une solution assez nouvelle est ce que les anglo-saxons appellent le "stunt", observe Fabrice Ferrier, à Coordination sud. Un happening, une action visible, médiatique et spectaculaire, qui doit résumer un message en une image. Avec tous les raccourcis que cela suppose... ». Quant à la presse écrite, moins avide de spectacle, elle peut ♦♦♦

Ci-dessus :

Hong Kong, décembre 2005, sommet de l'OMC – A bord d'une jonque, une délégation d'Oxfam International fait campagne pour un commerce mondial plus équitable. Lors de ce sommet, la pétition d'Oxfam International "Make Trade Fair" (pour un commerce équitable), signée par 17,8 millions de personnes du monde entier, sera remise à Pascal Lamy, directeur de l'OMC.



D.R.

ISABELLE MARQUE, GRAND REPORTER À TF1

## 3 QUESTIONS À

# “Des ONG presque trop professionnelles”

**Vous avez travaillé huit ans sur des sujets humanitaires pour TF1. Jugez-vous que les ONG savent communiquer avec les médias ?**

Oui, très bien. Elles sont même presque trop professionnelles ! Quand on part sur le terrain maintenant, on peut avoir une chargée de relations de presse à nos côtés. C'est le cas avec Médecins sans frontières. Cette ONG est un modèle du genre. D'abord car elle organise très bien sa communication, mais aussi car elle ne va pas toujours dans le sens du vent. Elle avait annoncé avoir suffisamment de dons après le tsunami : j'aime bien ce côté transparent, cette capacité à mettre les pieds dans le plat.

**Que peuvent améliorer les ONG dans leurs relations de presse ?**

Il ne faudrait pas que leur communication tente de nous imposer des messages. Nous ne sommes pas là pour ça. Pour moi le plus important est qu'elles nous montrent le terrain, qu'elles nous décrivent une situation. Après, sur le terrain, il arrive que certains professionnels nous “jettent”. Certains sont débordés, certes, mais cela pose problème, car le reportage se fait aussi dans leur intérêt.

**Les voyages de presse proposés par certaines ONG vous sont-ils utiles ?**

A TF1 nous payons, de toute façon, une partie du séjour. Mais si l'Unicef me propose d'aller au Maroc pour évoquer le travail des enfants, je suis intéressée. Cependant cela leur coûte cher à organiser. Et si 15 autres télés sont invitées, je n'irai pas !

◆◆◆ savourer les informations pointues délivrées par les ONG. Les tribunes libres de *Libération* ou du *Monde* constituent aussi des mégaphones utiles, et gratuits, pour tous les responsables associatifs.

Il reste à savoir viser juste. Si Greenpeace joue encore l'activisme télévisé dans les pays du Sud, « *en Europe, faire de la désobéissance civile ne suffit plus, estime Pascal Husting. L'opinion publique est de plus en plus conscientisée, les politiques disent prendre en compte l'urgence écologique, et les institutions européennes sont leaders sur les politiques environnementales dans le monde... Notre approche doit donc être beaucoup plus fine, pour pouvoir approfondir la prise de conscience du public, et profiter des bonnes volontés politiques. La critique pure ne fonctionne plus. Il faut l'accompagner, à chaque fois, d'une proposition de solution.* »

Le recours aux médias en devient plus complexe. Oxfam France-Agir ici, de même, ne prend pas l'activité à la légère : « *En avril, nous avons été bien repris par la presse au sujet des chiffres de l'OCDE, qui indiquaient une baisse de la aide publique au développement de la France pour 2007, relate le directeur général Luc Lamprière. C'est parce que nous avons pu fournir une analyse détaillée, critique, sérieuse. Les relations de presse demandent beaucoup de temps et de travail!* »

### Du coup d'éclat au lobbying

Et l'expertise ne suffit pas toujours. Fabrice Ferrier, à Coordination sud, le constate : « *Sur les grands enjeux internationaux, les ONG françaises ont un accès limité aux médias de masse, à la différence de leurs homologues anglo-saxons qui y ont un accès direct et privilégié.* »

Le rapport mort/kilomètre joue toujours dans les rédactions : vu de Paris, 10 morts dans le Haut-Rhin vaudront toujours plus que 1 000 morts dans le Haut-Karabagh. Enfin, les journalistes tendent à fixer l'air du temps... Si les problèmes de logement ou d'environnement se hissent à la une, il devient soudain ardu de glisser les thèmes du sida ou des droits civils en pages “événements”. Malgré ces difficultés, les médias demeurent des vecteurs précieux pour sensibiliser l'opinion – sans avoir à payer des montagnes de courriers. L'existence médiatique renforce même l'autonomie financière puisqu'elle suscite des dons : 13 % des donateurs reconnaissent s'être décidés après un article ou une émission, selon le Baromètre 2007 de la générosité en France [2]. Les ONG peuvent donc soigner leurs relations de presse...

Mais gagner l'opinion ne suffit pas. Encore faut-il savoir convaincre les décideurs – aussi repoussants soient-ils. Dominique Mallemanche est lobbyiste pour des entre-

”

## Gagner l'opinion ne suffit pas. Il faut savoir convaincre les décideurs, aussi repoussants soient-ils.

prises et des collectivités locales. Elle l'admet, « l'ONG a besoin de faire du bruit pour exister, ne serait-ce qu'avec des dons. Mais cela est moins efficace qu'un travail en profondeur ». Pour la présidente du cabinet DTM Conseil, « le coup d'éclat est un outil qui doit exister et qui peut être essentiel, mais se contenter de cet outil n'est pas bon. Partout dans le monde, la société civile a un vrai pouvoir quand elle commence à savoir jouer des mêmes instruments que les autres ». Selon elle, « un lobbying réussi est un lobbying où tout le monde est content, où il n'y a pas de perdant, et qui s'inscrit dans la durée : cela exclut les coups, les humiliations, et les rapports de force trop violents. »

Dominique Mallemanche peut se rassurer : les ONG sont toujours plus nombreuses à exercer son art. En France, certes, bien des associations n'assument guère le terme de lobbying, lourd en connotations comploteuses et antidémocratiques – le “plaidoyer”, au sens plus large, s'affiche mieux face aux donateurs. Une tradition radicale du mouvement social français peut aussi rendre suspecte la fréquentation du pouvoir. L'Etat français lui-même hérite d'un jacobinisme historiquement méfiant des associations. Cependant le président de Coordination sud, Henri Rouillé d'Orfeuill, l'observe : « Plus l'Etat s'appauvrit et éparpille ses pouvoirs, plus il accepte de les partager en partie avec les ONG ».

Et celles-ci en profitent. Les associations écologistes ont particulièrement progressé sur ce terrain ces dernières années, notamment depuis le Grenelle de l'environnement. Dans la bataille des OGM, Greenpeace et ses alliés associatifs sont ainsi parvenus à faire reprendre par des parlementaires leurs propositions d'amendements... Depuis 2003, Coordination sud rencontre, ♦♦♦



UNION EUROPÉENNE

### Quand les ONG plaident contre... les lobbies

« Plus de 15 000 lobbyistes professionnels arpentent actuellement les couloirs des institutions de l'UE, une large majorité représentant les intérêts des entreprises »... Voilà la menace sur la démocratie que combat Alter-EU, une coalition de quelque 160 groupements européens, dont Attac France ou les Amis de la terre. Au départ, en 2005, le collectif profite de « l'Initiative européenne pour la transparence » du commissaire européen Siim Kallas. Pour que les intérêts privés ne fassent pas la loi à Bruxelles, Alter-EU propose une série de règles concrètes de transparence et d'éthique. Reste à se faire entendre. Peu fortunée, la coalition parvient à appâter les médias, avec quelques happenings photogéniques ; informée et réactive, l'alliance s'efforce aussi de devenir une source fiable pour les journalistes. Alter-EU vise aussi les décideurs européens, et se trouve comme relais le commissaire Kallas, les euro-députés verts, ou encore de hauts-fonctionnaires de l'UE... En trois ans de campagne, Alter-EU a su faire avancer le Parlement. Mais certains groupes de pression privés ne désarment pas, et semblent espérer tenir jusqu'au départ du commissaire Kallas en 2009... A Alter-EU, Kim Bizzarri garde la foi : « En obtenant un lobbying plus transparent, on pourra constater l'énorme différence de ressources entre les ONG et les entreprises. »

[www.alter-eu.org](http://www.alter-eu.org)



Ci-dessus :

Bruxelles, 23 mai 2006 – Des militants de Commerce et Transparence, appartenant à des organisations membres d'Alter-EU, ont offert, en guise de protestation, des cocktails aux fonctionnaires européens du commerce alors qu'ils arrivaient pour une réunion à huis clos avec le Forum des Services Européens (FSE), très puissante association de lobbyistes de l'industrie.

◆◆◆ avec d'autres, le président de la République avant chaque réunion du G8 ; et ce collectif d'associations travaille toute l'année avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère délégué à la Coopération.

Cependant, « une lacune des ONG est de ne pas identifier les bons leviers. Pour schématiser, les premières décisions se prennent à l'OMC [3], dix ans après elles sont traduites par l'Union européenne, et dix ans après elles sont retranscrites en droit français. Si on attend cette retranscription, on n'agit que sur les marges », avertit Matthieu Dijoux, l'ancien coordinateur de l'association Déclic [4]. Mais à l'échelle mondiale aussi, les ONG ont évolué. Henri Rouillé d'Orfeuil constate l'émergence d'une « diplomatie non gouvernementale » [5], efficace depuis deux décennies au moins [lire l'interview page 34]. Les quelque 1 000 organisations invitées au Sommet de la terre de 1992 y ont enchaîné forums et contre-propositions : elles ont ainsi largement contribué aux accords de Rio – dont l'Agenda 21 – puis permis d'aboutir au protocole de Kyoto. Quant à la « Coalition internationale pour une cour criminelle », elle a su activer diplomates et gouvernements pour que naisse la Cour pénale internationale, en 1998. Désormais les ONG ont leur place à l'Onu, dans les institutions européennes, participent aux conférences de l'OMC, assistent à des réunions de la Banque mondiale...

### Expertise

Qu'elles s'adressent aux hauts fonctionnaires parisiens ou aux europarlementaires, les ONG disposent de fait d'une clé précieuse : l'expertise. Elles peuvent rendre compte de leurs observations de terrain, indiquer les urgences, et proposer des solutions concrètes. Voilà de quoi leur ouvrir les couloirs. Certaines ont aussi appris à placer convenablement la barre de leurs revendications, ni trop haut, ni trop bas. D'autres ont découvert l'importance des alliances – Oxfam a pu compter sur quatre Etats africains, en 2003, pour remettre en cause à l'OMC les subventions aux exportations de coton des Etats-Unis.

Même les entreprises voient débarquer le lobbying associatif. Amnesty international a pu s'essayer à "l'activisme actionnarial" ce printemps chez Coca-Cola. Il lui a suffi de « prendre une action puis d'aller à l'assemblée générale, pour y récupérer des informations de première main, et essayer de convaincre les autres actionnaires sur la responsabilité de Coca-Cola comme sponsor des Jeux Olympiques de Pékin », explique Stephan Oberreit.

Il reste que peu d'ONG peuvent se permettre de ◆◆◆



© J.B. Richardotier / Handicap International

# Comment les ONG déminent la planète

Grâce à une coalition mondiale d'ONG, les mines antipersonnel pourraient bientôt appartenir au passé. Pour faire plier les Etats, la société civile a su déployer toute sa panoplie militante : activisme, coups médiatiques, lobbying international...

**T**opies dans les montagnes afghanes ou les brousses angolaises, les mines antipersonnel faisaient près de 20 000 victimes chaque année. A force d'appareiller les invalides de cette « guerre des lâches », Handicap international a voulu agir en amont. En 1992, l'association française s'allie avec 5 autres ONG pour obtenir leur éradication. La « Campagne internationale pour interdire les mines » est lancée.

Les six associations commencent par fourbir leurs armes. Elles pourront brandir la morale, mais aussi les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels. Les ONG dressent un état des lieux mondial : quelles sont les zones touchées ? Combien de victimes chaque année ?

La mobilisation peut alors commencer. Les coalisés parviennent à entraîner dans leur sillage des associations de victimes ou des ONG de développement : en 1995, la Campagne rassemble plus de 350 organisations, qui relayent librement le mouvement. En France, Handicap international diffuse des rapports, et mène « une activité plus visible de plaidoyer pour sensibiliser les opinions et leur demander de nous rejoindre et nous donner une plus grande légitimité », raconte Jean-Marc

Boivin. Vient alors « la phase de lobbying : nous rencontrons les députés, les sénateurs, les ministres, pour leur demander ce qu'ils comptent faire », explique le « responsable du plaidoyer et de l'action politique ». Pyramides de chaussures à Paris, séminaire à Addis-Abeba, pétitions à Sydney, articles à Phnom Penh : partout la pression monte sur les Etats. En 1995, la Belgique est le premier pays à interdire les mines antipersonnel.

## Un traité de désarmement

Mais la campagne doit aussi atteindre les structures internationales. Il faut obtenir la révision de la « Convention sur certaines armes classiques » de 1980. La coalition doit donc toucher les Nations Unies ; elle y dépêche ses experts, fait témoigner des victimes. L'Assemblée générale de l'Onu cède : une conférence de révision de la Convention est organisée. En vain... Les partisans des mines y résistent aux ONG.

Le Canada propose alors de dépasser le cadre onusien. Les pays favorables à l'interdiction se retrouvent à la Conférence d'Ottawa, en 1996. Les ONG poursuivent leurs harcèlements, et en 1997 un Traité d'interdiction des mines est signé par 122 pays dans la capitale canadienne. « C'était inespéré avec un tel processus parallèle à l'Onu », souligne Jean-Marc Boivin. Pour

la première fois, c'est par la force de conviction et d'indignation d'une initiative citoyenne qu'un traité de désarmement aboutit. »

La Campagne et sa coordinatrice reçoivent la même année le prix Nobel de la Paix. La coalition rassemble alors plus de 1200 ONG... Tant mieux : il reste à faire appliquer le traité d'Ottawa. Un Observatoire des mines assure le suivi. Il reste aussi 38 Etats non-signataires à convaincre, en 2007. Mais parmi eux, seules la Russie et la Birmanie recourent encore aux mines.

## Nouveaux combats

Pourquoi cette campagne a-t-elle pu aller aussi loin ? Jean-Marc Boivin note ses particularités : « La barbarie des mines antipersonnel est criante pour tous, elle mobilise. Et il est plus réaliste d'obtenir un traité interdisant une arme que l'éradication de la pauvreté... Enfin les Etats ont réalisé que les mines étaient devenues archaïques et que d'autres armes pouvaient les remplacer. » Les bombes à sous-munitions causent ainsi de nouveaux carnages. Depuis 2003, Handicap international et quelque 200 autres ONG tentent d'obtenir leur interdiction. Un traité international vient d'être adopté à Dublin et pourra être signé dès décembre... ♦

”

Même les entreprises voient débarquer le lobbying associatif.



◆◆◆ porter leurs pressions tous azimuts. « *Cela coûte des sommes folles, souligne l'ancien lobbyiste Jean-Philippe Teboul. Il faut être présent à toutes les étapes, agir aussi bien auprès des élus que des hauts-fonctionnaires qui mettent la loi en œuvre. Cela implique des mois de travail !* » « *Ainsi que des compétences, ajoute Vincent David, lobbyiste indépendant pour des associations. Nombre d'ONG n'ont pas encore la culture d'embaucher des spécialistes des relations institutionnelles : elles préfèrent recruter un profil qui correspond à leur thématique d'intervention. Et puis elles n'ont pas forcément les moyens d'engager des personnes d'expérience !* » De jeunes diplômés des grandes écoles peuvent au moins s'y exercer.

En outre, les ONG ne sont pas seules dans les couloirs. Les industriels et les Etats peuvent engager des moyens autrement plus faramineux pour défendre leurs positions. « *Et les termes de l'échange ne sont pas du tout les mêmes, résume Stephan Oberreit à Amnesty international. Une entreprise peut proposer des investissements ; une ONG ne peut que présenter de la dénonciation, ou de la proposition...* » Etats et industries peuvent même financer des ONG fantoches pour défendre leurs conceptions. [6]

### Entre écueils et triomphes

Enfin un argument peut éconduire les ONG désireuses d'approcher les allées du pouvoir : de quel droit s'y invitent-elles ? Lionel Jospin le formulait ainsi : « *Les associations et les ONG n'ont pas une légitimité ni une capacité d'agir du même ordre que celle que confère la souveraineté, surtout lorsque celle-ci procède du suffrage universel.* » La proximité du terrain et la mobilisation de l'opinion permettent au moins de répondre à l'objection. La représentativité des ONG peut également être contestée. La constitution de collectifs aussi planétaires que possible peut aider à franchir l'obstacle – à condition de trouver des relais au Sud, et de dépasser les querelles de structures... Certains redoutent enfin de perdre leur indépendance à force de partenariats avec les pouvoirs ; c'est le cas de Pascal Husting, à Greenpeace, qui souligne les « *risques de collusion* ».

Mais ces écueils n'empêchent pas les victoires. De lâchers de ballons en conciliabules internationaux, les ONG peuvent convaincre, surtout lorsqu'elles conjuguent toutes leurs armes. Un coup médiatique peut appuyer une pétition ; des « retombées presse » peuvent relancer une négociation... Ainsi les ONG mul-

#### Page de gauche :

Le 20 juin dernier, Parvis de la Défense en région parisienne – Pour la première édition du Challenge Interentreprises contre la Faim, 252 salariés de 11 entreprises se sont mobilisés et ont parcouru 2 130 kilomètres. Les entreprises participantes se sont engagées à reverser 10 euros à Action contre la Faim pour chaque kilomètre parcouru.

#### Témoignage



MARIE-ANNE ROBERT-KERBRAT

LOBBYISTE INDÉPENDANTE  
POUR L'ENVIRONNEMENT

## « Un travail d'investigation »

« **Je me présente volontiers comme lobbyiste.** Quand des ONG s'unissent pour faire pression sur une force publique, cela s'appelle du lobbying ! Mon activité consiste à identifier les points de blocage, et à savoir comment les débloquer. C'est un travail d'investigation. Sur telle revendication, quels sont nos partenaires potentiels ? Quels sont leurs positionnements ? Ai-je accès à leur entourage ?... Quant à nos adversaires, je ne tiens pas à les considérer comme des "méchants" infréquentables, il est toujours bon d'aller les rencontrer. Après avoir tenté de convaincre nos interlocuteurs, on peut instaurer un rapport de forces. Mais il faut alors avoir toutes les cartes en main, avec des dossiers bétonnés juridiquement, financièrement et fiscalement. L'activisme et le coup d'éclat peuvent alors être très importants pour mettre la pression. Bien sûr, les entreprises ont les budgets pour s'offrir des lobbyistes affûtés, souvent issus des cabinets ministériels ou parlementaires. Mais les ONG françaises sont en train de construire une grande compétence en la matière. »





## HENRI ROUILLÉ D'ORFEUIL PRÉSIDENT DE COORDINATION SUD, COORDINATION NATIONALE DES ONG FRANÇAISES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

des ONG, mais elle ne touche pas le moteur central de l'économie mondiale. On entre plus facilement dans ce sujet que dans le cœur de la négociation commerciale où se distribuent la pauvreté ou la richesse du monde.

### **Alors que les partisans du néo-libéralisme affichent leurs "consensus", les ONG ne pâtissent-elles pas de divisions irrémédiables ?**

En fait, il n'y a qu'un débat, celui sur la libéralisation. Pour le reste, on est tous d'accord pour dire qu'il faut un accès à l'eau potable, qu'il faut traiter le sida, qu'il faut s'occuper de la crise alimentaire... C'est plus compliqué lorsque se pose la question de la libéralisation. Et elle revient souvent. Par exemple la crise alimentaire est née de l'asphyxie actuelle des agricultures locales et nationales par l'ouverture des frontières aux puissances agro-exportatrices : quand celles-ci sont victimes d'une sécheresse, les productions nationales deviennent insuffisantes. Le vrai débat porte sur cette question de l'ouverture et de l'intégration des marchés. Face à une énorme pression qui pousse à la libéralisation, il existe un camp régulationniste, ainsi qu'un camp extrémiste qui veut tourner complètement la page du libéralisme. Sur l'agriculture, nous avons eu pas mal de tiraillements. Contrairement aux Français, les Anglo-Saxons ont été proches de la vision de la Banque mondiale et ont développé, au fond, une approche libérale – même s'ils ont, depuis, modifié en partie leur discours.

### **Dans votre livre, vous posez la question d'une institution représentant les ONG au niveau mondial... Vous y croyez ?**

On a intérêt à s'en rapprocher : de toute façon le jeu se joue, et si on est mal représenté il ne se jouera pas bien. On est en train d'avancer, très vite. Une réunion décisive aura lieu à Paris en octobre. Il s'agit de constituer une « Alliance » de plates-formes d'ONG nationales et de coalitions régionales, actives dans le champ de la solidarité internationale, de l'humanitaire, ou de l'environnement. Nous travaillons actuellement avec près de 80 plates-formes, c'est-à-dire 80 pays – pour des raisons politiques, il n'est possible d'avoir une vraie plate-forme nationale de caractère non gouvernemental que dans 115 pays environ...

Pour les organisations internationales, une telle Alliance réglerait un problème majeur, celui de la représentativité, au moins géographique, des regroupements d'ONG. Qu'une telle représentation s'organise, désigne ses porte-parole et détermine ses positions, leur éviterait de choisir eux-mêmes leurs interlocuteurs.



**La diplomatie non gouvernementale**  
Henri Rouillé d'Orfeuil  
Editions de l'Atelier, 2006